



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Perpignan le

18 NOV. 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE/2021.322.000-1
Modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013
portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge
d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de Canet-en-
Roussillon

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V – Titres I et IV et les articles R. 512-31 et R. 512-39-1 ;

Vu le décret 2005-935 du 02 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3289 du 11 septembre 1967 autorisant le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de CANET, CABESTANY et SAINT-NAZAIRE à installer à titre provisoire un dépôt d'ordures ménagères au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON dans l'attente de la création d'une usine de traitement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3765 du 20 avril 1970 autorisant le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de CANET, CABESTANY et SAINT-NAZAIRE à exploiter un dépôt d'ordures ménagères au lieu dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4613 du 18 juillet 1977 autorisant le district de la côte radieuse (communes de CABESTANY, CANET-EN-ROUSSILLON, SAINT-NAZAIRE, LATOUR-BAS-ELNE, SALEILLES, SAINT-CYPRIEN) à exploiter une décharge au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5639 du 30 juin 1989 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par le syndicat intercommunal de la côte radieuse d'un centre d'élimination d'ordures ménagères au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6083 du 04 octobre 1993 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un centre d'élimination d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu le courrier de l'ADEME du 24 avril 2009 indiquant que l'ensemble des travaux de remise en état de la décharge du « Mas d'en Victor » paraissent avoir été réalisés conformément au dossier de demande de subvention ;

Vu le dossier d'arrêt définitif du 24 juin 2010 de l'ancienne décharge située au lieu-dit « Mas d'en Victor », sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013 portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de CANET-EN-ROUSSILLON;

Vu la visite d'inspection effectuée sur le site le 2 février 2021;

Vu le courrier de la commune de Canet-en-Roussillon du 19 avril 2021 faisant réponse à la visite d'inspection du 2 février 2021 de l'ancienne décharge du Mas d'En Victor, transmettant à l'inspection une demande de modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24/09/2021 concluant que la demande d'adaptation apparaît recevable et proposant d'y donner une suite favorable;

Vu le projet d'arrêt transmis à l'exploitant le 27/09/2021 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant confirmée par courriel en date du 30/09/2021 ;

Considérant que la prescription de l'article 7-3 « contrôle d'accès au site » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, paraît inadaptée au regard de la configuration du site;

Considérant que la prescription l'article 7-4 « surveillance des eaux superficielles et des lixiviats » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, paraît inadaptée au regard de la conformité des rejets;

Considérant que l'article 2 « actualisation des prescriptions, fin de la période de suivi » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, prévoit que cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale et que sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire;

Après communication au demandeur du projet d'arrêt modificatif le 11 octobre 2021;

Considérant l'absence d'observations sur le projet d'arrêt transmis;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013 portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de Canet-en-Roussillon, sont modifiés par les prescriptions des articles du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CONTRÔLE D'ACCÈS AU SITE

Les prescriptions de l'article 7-3 « contrôle d'accès au site » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire susvisé, sont supprimées et remplacées comme suit :

« Afin d'en interdire l'accès, l'installation de stockage est munie :

- d'un fossé périphérique permettant de limiter les intrusions le long des chemins ;
- de barrières fermées à clé, positionnées aux passages busés ;
- d'une clôture le long des limites mitoyennes avec le quai de transfert et la déchetterie, ainsi que de grilles fermées à clef en dehors des heures de présence du personnel.

L'ensemble de ce dispositif doit être entretenu et maintenu jusqu'à la fin de la période de suivi. »

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES LIXIVIATS

La prescription de l'article 7-4 « surveillance des eaux superficielles et des lixiviats » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire susvisé, est complété comme suit :

« En cas de conformité des rejets, l'exploitant peut s'exempter de la mise en place du décanteur-débourbeur. »

ARTICLE 4 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- ✓ d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- ✓ d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- ✓ d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (34 000) 6 rue Pitot
- ✓ Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Canet-en-Roussillon, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à M. le maire de Canet-en-Roussillon.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Kevin MAZOYER

